

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 9 A LA CLD: MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2009

Troisième jour de la CdP 9 à la CLD, les délégués se sont réunis dans des séances du CRIC et de la première Conférence scientifique. A la fin de la journée, des groupes de contact sur l'évaluation du CCI consacrée au MM, sur le CRIC et sur le CST avait commencé l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de ces organes respectifs.

### CRIC

Le président du CRIC, Israël Torres, a ouvert la CRIC 8, en faisant état d'une proposition d'amendement pour l'insertion d'un point portant sur le mandat du CRIC, dans l'ordre du jour (ICCD/CRIC (8)/1). L'UE a signalé que cela est contraire aux règles de l'ONU qu'un organisme procède à l'adoption de son propre mandat. Un groupe de contact a été établi et l'ordre du jour a été adopté sans amendement.

**EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE:** Le Secrétariat a introduit le Rapport du CRIC concernant sa septième session (ICCD/CRIC(7)/5). Le GROUPE DES PAL a indiqué que le CRIC devrait être un organe subsidiaire permanent au sein de la Convention.

**PLANS DE TRAVAIL DES INSTITUTIONS ET DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CONVENTION:** Le Secrétaire exécutif, Gnacadja, a présenté les plans de travail des institutions et des organes subsidiaires de la Convention (ICCD/CRIC (8)/2 et Add.1 à Add.4). Plusieurs parties ont fait part de leur satisfaction générale à l'égard des plans. L'UE a indiqué que certains indicateurs devraient être renforcés, mais que les implications budgétaires doivent être examinées. Le JAPON a encouragé l'octroi d'une priorité aux indicateurs et aux objectifs à atteindre.

Le MAROC a mis en garde contre l'utilisation d'indicateurs difficiles à définir. Le MEXIQUE a indiqué que les plans et programmes de travail doivent tenir compte des approches régionales ainsi que des approches mondiales. L'ARABIE SAOUDITE a souligné la nécessité d'établir des liens entre les plans des différentes institutions, ainsi qu'entre les programmes et les budgets.

**Plan de travail pluriannuel du MM (2010-2013):** Le directeur général du MM, Mersmann, a présenté le plan de travail quadriennal du MM (ICCD/CRIC (8)/2/Add.3).

L'ARGENTINE a souligné la nécessité de continuer à travailler avec les régions et sous-régions, le GUATEMALA appelant à une répartition plus équilibrée des fonds entre les régions. L'IRAN et l'ARABIE SAOUDITE ont souligné le besoin de soutenir les mécanismes régionaux de coordination. L'UE et l'ARGENTINE ont félicité le MM pour son interaction positive avec le FEM. La CHINE a souligné le besoin de déterminer des indicateurs permettant de mesurer la concrétisation des objectifs. Le BRÉSIL a déclaré qu'il y avait une nette amélioration de la transparence et l'imputabilité, mais a demandé plus de détails concernant le programme de travail chiffré.

**Plan de travail pluriannuel du CST:** Le président de la CST 9, Kellner, a présenté le projet de plan de travail du CST (2010-2013) (ICCD/COP(9)/CST/3).

**RAPPORT DU FEM:** Le matin, le Secrétariat a présenté un rapport sur la collaboration entre la CLD et le FEM (ICCD/CRIC (8)/3 et Add.1). L'après-midi, Mohamed Bakarr, FEM, a présenté le rapport concernant le soutien apporté par le FEM dans le domaine de la lutte contre l'érosion des sols (ICCD/CRIC(8)/3/Add.1). Il a souligné que FEM-4 a mis 300 millions de dollars à la disposition des projets de GDT, avec une concentration sur l'Afrique.

CUBA a souligné le besoin de fournir au FEM des directives claires concernant l'octroi de niveaux de soutien similaires à la lutte contre l'érosion des sols et à d'autres pôles d'intérêt, tandis que l'Australie a précisé que les directives devraient respecter les procédures du FEM. Le GROUPE DES PAL a déclaré qu'une demande doit être présentée à FEM-5 d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie dans tous les pays. L'UE s'est félicitée de l'alignement du programme stratégique du FEM sur l'érosion des terres avec la stratégie de la Convention. Le TCHAD a indiqué qu'un nouveau projet visant à soutenir tous les pays dans l'élaboration des rapports nationaux sera bientôt annoncé. Le GUATEMALA a déclaré qu'une représentation régionale plus équilibrée est indispensable, la région des PAL souffrant de graves répercussions de la désertification et l'érosion des sols. Les ETATS-UNIS et le JAPON ont mis en relief les liens avec l'adaptation et, avec la NAMIBIE, ont félicité le raccourcissement du cycle de projet. La CHINE a demandé un soutien pour l'élaboration d'indicateurs sur la mise en œuvre de la CLD.

Le MM a mis en exergue sa capacité de travailler avec le FEM pour la levée de cofinancements pour la mise en œuvre des projets du FEM consacrés à la lutte contre l'érosion des sols. L'ARGENTINE a noté la possibilité de puiser dans les fonds d'adaptation pour la couverture des projets de GDT.

Bakarr a répondu aux observations présentées, en affirmant que la cinquième reconstitution des ressources du FEM (FEM 5) est encore en discussion et que le montant des ressources et les conditions en rapport sont en cours de négociation. Le Secrétariat a encouragé les parties à prendre en considération la dynamique créée par le soutien du Sommet du G8 à la CLD pour demander un financement additionnel pour la GDT à la fois dans le cadre des stratégies d'adaptation et celui de la concrétisation des OMD.

**DIRECTIVES ET INDICATEURS CONCERNANT LA COMMUNICATION DES DONNEES:** Le Secrétariat a présenté les documents concernant le projet de directives et les indicateurs de performance (ICCD/CRIC (8)/5 et Add.1 à Add.3) et a suggéré que les parties envisagent d'adopter le glossaire des indicateurs de performance pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie.

CUBA a déclaré que les parties devraient choisir les indicateurs qui leur sont les plus appropriés. La CHINE et l'Australie ont proposé la prévision d'une période d'essai avant que les indicateurs soient formellement adoptés. La COLOMBIE, le BENIN ET LA GUINEE ont demandé une aide pour l'application des indicateurs. L'UE a souligné le besoin: de mettre en place un système de surveillance de la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie, de renforcer la coopération avec d'autres processus, notamment, ceux du changement climatique et de la biodiversité,

et de veiller à la participation des OSC. La GUINEE et la CHINE ont souligné la nécessité de simplifier les indicateurs et de fixer des objectifs réalisables.

Le MM a présenté un document décrivant les formes provisoires et contenus prévus de l'annexe financière standard et de la fiche des programmes et projets (ICCD/CRIC (8)/5/Add.4), et le Secrétariat a présenté un document portant sur la mise en place d'un cadre commun pour la détermination et la sélection des bonnes pratiques (ICCD/CRIC (8)/5/Add.5). CUBA, l'ARABIE SAOUDITE et le COSTA RICA ont souligné le rôle du CST dans la détermination et la sélection des bonnes pratiques. Le CANADA a appelé à l'établissement d'une liaison avec les bases de données existantes qui recueillent les bonnes pratiques publiées et non publiées. L'IRAN a mis en relief le rôle des mécanismes régionaux de coordination et des réseaux thématiques, et le ZIMBABWE, celui des centres d'excellence, dans l'identification des bonnes pratiques sous-régionales et régionales.

**EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION:** Le Secrétariat a présenté un document concernant l'examen de la performance et l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie (2008-2018) (ICCD/CRIC (8)/4), mettant en relief la méthode utilisée dans l'examen de la performance et l'évaluation des systèmes de mise en œuvre (PRAIS). L'UE a accueilli PRAIS avec satisfaction et a indiqué que les nouvelles exigences pour l'établissement des rapports concernant les bonnes pratiques et les leçons apprises, devraient être testées avant d'être requises, l'ARGENTINE ajoutant que des ressources suffisantes devraient être fournies pour permettre l'utilisation de cette méthode. Avec le soutien de la NORVEGE, l'UE a souligné la nécessité de fournir aux OSC plus d'espace aux réunions du CRIC tenues durant les périodes intersessions.

### CONFERENCE SCIENTIFIQUE

Le Secrétaire exécutif, Gnacadja, a salué les participants et a souligné la nécessité d'un programme ciblé de recherche scientifique sur la désertification, pour attirer l'attention sur la Convention.

Charles Hutchinson, président du Groupe de travail I (GTI), a présenté un aperçu des activités du Groupe sur le suivi et l'évaluation des efforts de GDT et de mise en valeur des terres. Youba Sokona, Observatoire du Sahara et du Sahel, a présenté un exposé sur le thème "Faits saillants de la politique, les aspects pertinents". Les participants ont examiné, entre autres, le niveau de réhabilitation des terres dégradées dans l'ensemble des continents, le besoin de systèmes nationaux de suivi environnemental, le coût de données de haute résolution pour la surveillance locale, la définition de la désertification, la formation des ressources humaines, le besoin de synergies avec d'autres conventions et les décalages, au niveau des technologies disponibles, entre les pays à fortes proportions de propriétés privées et les pays à fortes proportions de biens publics.

James Reynolds, Duke University, a présenté un exposé sur le thème "Cadre intégré fondé sur la science, pour le suivi et l'évaluation de la désertification et de la dégradation des terres et de leurs causes." Il a indiqué que l'évaluation intégrée ressemble à une boîte à outils dans laquelle un large éventail d'approches peut être tiré pour accomplir une intégration des questions complexes liées à la dégradation des terres et la désertification. Les participants ont posé des questions qui ont porté sur: la définition de la désertification, les indicateurs les plus importants et la manière dont ils seront identifiés par le CST, et le point de savoir s'il ya une approche scientifique pour évaluer les services écosystémiques.

Hutchinson a ensuite présenté les recommandations du GTI, se concentrant sur: l'instauration d'un système mondial d'observation des terres arides (GDOS) et des activités connexes; l'intégration des variables humains et biophysiques, la création d'un organisme indépendant pour surveiller les activités de S&E, et l'élaboration d'un cadre d'analyse du rapport coût/avantage permettant de mieux informer les responsables politiques des avantages de l'action et des coûts de l'inaction. Les participants ont rappelé le besoin d'éviter l'augmentation des charges de la communication des données, pour les pays et l'accès insuffisant à l'information scientifique dans les pays en développement. Ils ont demandé des éclaircissements sur la proposition de créer un nouvel organe scientifique.

Le modérateur, Ephraïm Nkonya, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), a ouvert la session consacrée à la compréhension de la désertification et de la dégradation des terres. Pedro Machado, EMBRAPA, Brésil, a parlé de l'utilisation des terres et du cadre du changement de la gestion des terres pour la GDT, des méthodes scientifiques pour le S&E de la GDT et des facteurs de la GDT. Michaela Buenemann, Université Etatique du Nouveau Mexique, a expliqué le rôle de la science et la technologie d'information géographique pour le S&E de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse (DLDD) et pour l'intégration de différents ensembles de données. Johannes Lehmann, Université de Cornell, a parlé des méthodes indirectes pour le S&E de la GDT, et a souligné l'importance de la coordination entre les trois conventions de Rio. Les participants ont examiné: l'imprévisibilité de la sécheresse, l'agroforesterie en tant qu'option pour la GDT, l'importance des savoirs et pratiques traditionnels et de la dimension humaine dans la GDT, l'importance du soutien public à la gestion durable des terres, la nécessité, pour les pratiques de GDT d'être adoptables et reproductibles par les agriculteurs, et la question des incitations, autres que les subventions, en faveur des agriculteurs pour l'adoption de la GDT.

Hanspeter Liniger, WOCAT, a présenté un exposé sur les "Concepts et thèmes clés dans le suivi et l'évaluation de la gestion durable des terres." Il a souligné l'importance: de travailler en s'appuyant sur la richesse des connaissances existantes, de reconnaître que les problématiques ont des aspects complexes, mais ont aussi des principes de base; de comprendre les solutions adaptées à l'échelon local, et d'utiliser le S&E pour la diffusion de la GDT. Les participants ont posé des questions qui ont porté sur la culture sans labour, la manière de relier la GDT à la gestion intégrée des ressources en eau, et l'utilisation de l'aménagement du territoire comme plate-forme pour la GDT.

Bertus Kruger, Union agricole namibienne, a présidé un débat sur les recommandations du GTII. Les participants ont formulé des observations sur: la nécessité de recommandations pouvant aider les pays, l'importance du suivi et de l'évaluation par les agriculteurs et les utilisateurs des terres eux-mêmes, la complémentarité des approches in situ et ex situ, la difficulté d'utiliser des indicateurs permettant de mesurer les changements à court terme, la définition, retenue par le GT, de la désertification et de la gestion durable des terres, le besoin de ressources financières pour l'obtention des outils du S&E, et l'accent mis sur l'atténuation des changements climatiques par rapport à l'adaptation.

### GRUPE DE CONTACT - EVALUATION DU MM PAR LE CCI

Ce groupe de contact, présidé par Maria Mbengashe (Afrique du Sud), a tenu sa première réunion pendant le déjeuner. Les participants ont convenu d'examiner la structure et le fonctionnement du MM, en vue de soumettre un projet de décision à la GC examen. Au cours de leur travail, ils ont accepté d'examiner les cinq recommandations du CCI, les sujets de préoccupation supplémentaires aux recommandations et les scénarios du CCI. Les participants ont également posé des questions au président du CCI, Even Fontaine Ortiz.

### GRUPE DE CONTACT - CRIC

Le groupe de contact, modéré par Markku Aho (Finlande), s'est accordé sur son mandat englobant l'examen des plans de travail des institutions et des organes subsidiaires de la Convention, les questions relatives au FEM, les questions touchant à la communication des données et PRAIS, en vue de présenter quatre projets de décision pour examen par le CRIC

### DANS LES COULOIRS

De nombreuses parties ont été agréablement surprises de voir le CRIC achever le programme de la journée plus tôt que prévu, mercredi, bien que certains aient précisé que le CRIC n'a examiné que les questions non litigieuses et que toutes les décisions ont été transmises à des groupes de contact. Plusieurs participants au groupe de contact sur l'évaluation du MM par le CCI ont également été prudemment optimistes. Ils ont estimé que la première réunion a créé une manière de procéder constructive et que certaines recommandations concrètes pourraient émerger. Certains participants ont noté, toutefois, que démêler "l'ambiguïté constructive" qui a conduit à la création du MM ne sera pas chose aisée.